



# Syndicat Pénitentiaire des Surveillants Région D.I. de Bordeaux

Le 1<sup>er</sup> octobre 2018

## "LA VIE D'UN SURVEILLANT VAUT PLUS QU'UNE PAIRE DE RANGERS..."

Le 26 septembre 2018, en fin d'après-midi un détenu s'est dissimulé sous le lit d'un autre co-détenu à la Maison Centrale de Saint-Martin-de Ré. Ne demandez ou ne cherchez pas les raisons... ce qui se passe dans la tête des détenus à un moment donné est du domaine du médical et les surveillants pénitentiaires ne sont pas des psychiatres... Par contre, nous pouvons diagnostiquer le fait que nous travaillons dans une administration qui est GRAVEMENT MALADE et qui ne veut pas se soigner !

Il y a toujours des agressions par ci par là... et depuis les événements de janvier 2018... cette grave maladie s'est faite discrète et dégénère en silence... Pour le SPS, il est hors de question de BANALISER tous types de violence, en l'occurrence les agressions à l'encontre des personnels de surveillance !

- ➔ Comment doit-on qualifier les faits qui se sont produits à la Maison Centrale de Saint Martin de Ré le 26 septembre 2018 ?
- ➔ Faut-il attendre qu'un agent se fasse une fois de plus planter ou trancher la carotide pour parler d'atteinte à la vie ?

La Maison Centrale de Saint-Martin-de Ré reçoit de plus en plus de détenus classés "MOS" (Mesures d'ordre et de Sécurité) pour ne pas dire "dangereux"... Ils viennent d'établissements "sécuritaires" adaptés à leur profil...

Pour rappel à la demande du SPS, le cabinet du Garde des Sceaux a répondu le 9 février 2015 qu'il a décidé de ne pas mettre en place de Portiques à Ondes Millimétriques (POM) car Saint-Martin-de Ré n'est pas considéré comme une centrale sécuritaire... La façon dont deux détenus se sont évadés en janvier 2015, viennent confirmer cette constatation...

Autant mettre des "piranhas" dans une piscine de poissons rouges...

Notre métier est de gérer tous types de détenus, certes... Mais les surveillants ne sont pas là non plus pour servir de bouclier ou être les variables d'ajustement d'une administration défailante qui ne sait plus quoi faire de ce genre de détenus...

A Saint-Martin-de Ré, comme dans toutes les prisons de France, il y a toujours cette carence d'effectifs... En attendant de trouver une solution à ce problème récurrent, il faut que les personnels de surveillance puissent avoir un minimum de sécurité...

Excusez l'expression mais les surveillants interviennent face à des détenus dangereux voire armés "avec leur bite et sans couteau"...

- ➔ Est-ce normal que des agents se retrouvent "nez-à-nez" avec des détenus signalés dangereux ?
- ➔ Imaginez vous un gendarme ou un policier dans cette position, et surtout sans réaction !?

A l'ENAP on apprend aux élèves-surveillants à repousser un détenu agressif qui s'approche de trop près, dans la zone dite "intime"... Facile à dire et facile à faire lorsque l'agent a de forte chance d'être mis en porte-à-faux par sa hiérarchie...

- ➔ Le SPS demande d'urgence des moyens matériels, du moins d'un point de vue sécuritaire et préventif...
- ➔ Le SPS demande l'emploi du taser en prévention des agressions, de ces tentatives de meurtre, avec l'usage de plus en plus d'arme par destination et par rapport aux multiples incidents de ce type recensés... Un gradé pourrait en être légitimement habilité à titre préventif, d'autant plus que ce type d'appareil a un caractère très dissuasif, avec bien sur un cadre légal et réglementaire pour son utilisation pour rassurer les hautes sphères...

- ➔ Faut-il un DRAME pour que nos dirigeants réagissent enfin ?

Les manifestations de janvier 2018 ont fait suite à une tentative de meurtre et des agressions sur des personnels de surveillance, dans un contexte de ras-le-bol général quant aux mauvaises conditions de travail... Aujourd'hui notre syndicat SPS pose la question à ceux qui ont bradé l'avenir de plus de 25000 surveillants contre une paire de rangers, sans oublier les sanctions pécuniaires et disciplinaires abusives pour avoir dénoncé le cancer qui affecte notre profession...

Qu'est ce qui a changé depuis ? RIEN !

En attendant, les personnels de surveillance n'oublient pas et continuent EUX à trimer sur les coursives en risquant chaque jour un peu plus leur vie...

Le Délégué Régional S.P.S. DI de Bordeaux